

DES ACTIONS CONCRÈTES POUR LE CLIMAT ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



Lancé à l'initiative du Président de la République française, du Secrétaire Général des Nations unies, du Président du Groupe Banque mondiale, le One Planet Summit est une plateforme d'engagements qui développe des solutions concrètes en faveur du climat, de la biodiversité et des océans.



PROTÉGER LES ECOSYSTÈMES ET LUTTER CONTRE LA DISPARITION DE LA BIODIVERSITÉ

Grâce à des partenariats innovants, le One Planet Summit mobilise des financements publics et privés pour protéger les océans, les forêts et lutter contre la dégradation des sols.

La création de fonds publics privés permet, grâce à un mécanisme de garantie apporté par un acteur public, d'inciter les gestionnaires d'actifs à investir dans la préservation du capital naturel. C'est l'objectif du **Natural Capital Lab**, lancé par la Banque Interaméricaine de développement et la France, dédié à la protection de la biodiversité en Amérique Latine.

Avec le One Planet Summit, des entreprises s'engagent volontairement à repenser toute leur chaîne de valeur : l'agroalimentaire dans le cadre de la **One Planet Business coalition for biodiversity**, l'industrie de la mode à travers le **Fashion Pact** ou encore des armateurs et croisiéristes européens ayant adhéré à la Charte **SAILS** pour la protection des écosystèmes marins.

+ de 30 000 hectares
protégés ou convertis
à l'agriculture durable

375 millions de dollars
mobilisés pour restaurer les
terres dégradées et préserver la
biodiversité

+ de 55 entreprises
prennent des engagements
pour la biodiversité

Le fonds **Land Degradation Neutrality (LDN)**, a été mis en place par Mirova et la Convention des Nations unies contre la désertification. Il finance un premier projet de 10M\$ auprès de quatre coopératives de café au Pérou qui permet de reboiser près de 9 000 hectares de terres dégradées, de réduire les émissions de CO₂, et d'améliorer les moyens de subsistance de 2 400 producteurs. Un second investissement va être alloué à un programme de restauration de terres par des vergers durables au Bhoutan avec des petits producteurs.

A la suite d'une transaction de 95M\$, les **facilités de financements durables** développées par BNP Paribas et le Programme des Nations unies pour l'environnement ont permis la conversion de 19 000 hectares à la production durable de caoutchouc en Indonésie (2 000 bénéficiaires). Un projet ambitieux est en cours de préparation en Inde pour développer une agriculture « zéro budget » qui permettra à 500 000 agriculteurs de ne plus être dépendants de l'achat de semences et d'engrais.

Lancé par le Programme des Nations unies pour le développement, le **Lion's share** est un mécanisme innovant pour la préservation des espèces, financé par des entreprises qui utilisent l'image des animaux dans leur communication. Plusieurs projets ont été lancés, assurant la protection renforcée pour la faune avec l'achat et la réhabilitation de la forêt sur d'anciennes plantations d'huile de palme en Indonésie, ainsi que la mise à niveau des systèmes de radiocommunication numérique dans une réserve au Mozambique. Un nouveau projet a été lancé pour préserver 15 000 hectares de forêt tropicale et pour établir la première équipe de gardes féminine à Sumatra.

Avec l'**Initiative Pacifique pour la résilience et la biodiversité**, l'Union européenne, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada financent l'adaptation au changement climatique et la protection de la biodiversité dans 15 petits Etats et territoires insulaires de l'océan Pacifique. Plusieurs projets sont en cours d'identification concernant la restauration des coraux et la gestion des forêts et mangroves, pour un montant s'élevant aujourd'hui à 27,5M€.



CHANGER LES RÈGLES DE LA FINANCE POUR DES INVESTISSEMENTS PLUS DURABLES

Les coalitions du One Planet Summit développent des outils pour mettre l'environnement au cœur de la stratégie des acteurs économiques, créant de nouvelles opportunités d'investissements mais aussi des solutions pour diminuer les risques liés aux dérèglements climatiques.

Les 42 banques centrales et autorités de supervision du **réseau pour verdir le système financier (NGFS)**, construisent les outils pour mesurer les risques de long terme associés aux changements climatiques. En parallèle, les membres proposent de transformer leur politique d'investissement pour intégrer des critères de durabilité dans la gestion de leurs portefeuilles. Un engagement également pris par les 6 fonds souverains fondateurs du **groupe de travail des fonds souverains**.

Les investisseurs privés sont de plus en plus nombreux à prendre en compte ces risques. Ils encouragent les entreprises à divulguer des informations relatives à l'impact de leurs activités sur le climat, conformément aux recommandations du **groupe de travail pour la transparence financière des entreprises en matière de climat** lancé par Mickael Bloomberg. Les 360 investisseurs du **Climate Action 100+** ont ainsi engagé les 161 entreprises les plus émettrices au monde à mettre en place des pratiques plus durables. Les institutions financières de développement sont également en première ligne pour participer à la réorientation des flux d'investissements vers des projets plus durables. Les 24 banques de développement de l'**International Development Finance Club (IDFC)**, en lien avec les **banques multilatérales de développement**, se sont engagées à aligner leurs portefeuilles avec l'Accord de Paris et à augmenter la part des financements dédiée au climat et à l'adaptation aux changements climatiques.

**37 000 milliards
de dollars d'actifs**

c'est le poids des investisseurs engagés à changer leurs pratiques

833 organisations

communiquent sur le risque climat lié à leurs activités économiques

231 milliards de dollars

mobilisés en 2017 pour le climat par les institutions financières de développement

Dans le cadre du groupe de travail des fonds souverains, le fonds souverain norvégien NBIM a annoncé la réorientation de 7,5 Md\$ précédemment investit dans le secteur des hydrocarbures. Le fonds souverain du Koweït KIA a demandé à 130 de ses gestionnaires d'actifs de prendre en compte les critères d'investissement durable.

Sous l'impulsion des investisseurs du Climate Action 100+, dix entreprises visées ont mis en place une stratégie compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris. Par exemple : Glencore a plafonné sa production de charbon à 150 millions de tonnes par an et Shell s'est engagé à réduire son empreinte carbone nette de 20% d'ici à 2035 et de 50% d'ici à 2050.



ACCÉLÉRER LA TRANSITION VERS LA NEUTRALITÉ CARBONE

Le One Planet Summit accompagne la transition vers des énergies bas carbone et innove pour simplifier les investissements et mobiliser massivement les financements.

Atteindre la neutralité carbone, c'est l'objectif affiché par les 22 pays membres de la **coalition neutralité carbone**, récemment rejoints par le Chili, l'Italie et le Japon. Ils s'engagent à publier leurs trajectoires nationales à l'horizon 2050. 32 villes ainsi que de nombreuses entreprises sont également engagées dans cette coalition.

Afin de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, les investissements en faveur des hydrocarbures doivent être réduits au profit des énergies renouvelables. Dans le cadre du One Planet Summit, l'Union européenne accompagne les pays d'Europe Centrale et de l'Est et finance six projets pilotes en Pologne pour accélérer la sortie du charbon. Cet objectif est relayé au niveau international par les 83 partenaires de l'alliance **Powering Past Coal**, incluant 30 pays, 22 villes et 31 entreprises. Dans le même temps, les coalitions du One Planet Summit mobilisent des financements pour investir massivement dans le déploiement des énergies renouvelables.

22 pays

membres de la coalition
pour la neutralité carbone

83 organisations

engagées à sortir du charbon

+ de 2 milliards de dollars

mobilisés pour
le déploiement des énergies
renouvelables

L'alliance solaire internationale initiée par l'Inde et la France accompagne le développement de projets rentables, mais aussi la recherche et l'innovation pour décupler les capacités de production dans ses 121 pays membres. Elle établit un environnement propice aux investissements et à la réduction des coûts de financements des projets solaires tout en assurant la formation de techniciens et d'ingénieurs via le réseau STAR-C. Dans le cadre de cette alliance, le groupe AFD a octroyé 900M€ de financements dans les pays cibles, assurant le développement de plus de 2500 MW de capacité solaire : par exemple avec le financement de la centrale solaire Altiplano 200 d'une puissance de 208MWc au Nord-Ouest de l'Argentine.

Le **fonds africain sub-national pour le climat**, promu par le R20, finance des projets de développement durable portés par des collectivités locales (régions, grandes villes) dans 15 pays d'Afrique. Avec un objectif de 350M\$, le fonds soutient le développement de l'énergie solaire et hydraulique dans 4 pays d'Afrique pour 146M\$ (accès à l'énergie solaire aux Comores et au Zimbabwe ; hydroélectricité au Cameroun et au Sierra Leone). Ce modèle sera répliqué dans d'autres régions du monde.

Le **Partenariat pour la transition énergétique en Asie du Sud-Est** rassemble des bailleurs internationaux, philanthropes et gouvernements d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Indonésie, Philippines, Thaïlande et Malaisie). L'initiative va permettre un renforcement des capacités avec une aide financière importante.



MOBILISER LES CHERCHEURS

La dynamique One Planet a permis le lancement de programmes de coopération et de recherche pour approfondir notre compréhension de l'environnement et des effets du changement climatique.

Afin de mutualiser les données et d'améliorer les connaissances sur l'état de notre planète, le Centre national d'études spatiales (Cnes) a lancé, avec 25 autres agences spatiales, ***l'Observatoire Spatial du Climat***. Le premier démonstrateur lancé en 2018 permet d'établir des indicateurs et des outils d'aide à la décision publique sur les problématiques liées aux effets du changement climatique : sécheresses, montée des eaux et inondations, qualité de l'air etc.

La mobilisation de ces acteurs majeurs va de pair avec l'accompagnement et la formation des jeunes et des chercheurs pour répondre aux défis de demain. C'est l'objectif du programme DeSIRA, soutenu par la Commission Européenne et la Fondation Bill & Melinda Gates, qui vise à renforcer la recherche et l'innovation en matière d'agro-écologie.

230

chercheurs et
étudiants financés

**180 millions de
dollars**

mobilisés pour la
recherche

**25 agences
spatiales**

engagées à partager
leurs données

Le programme One Planet Fellowship a pour objectif de créer une communauté de chercheurs africains et européens travaillant sur l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole en Afrique. Sur les 630 chercheurs visés à terme, 45 lauréats issus de 12 pays forment cette année la première cohorte. Ce programme est soutenu par la Commission Européenne, les fondations BNP Paribas et Bill & Melinda Gates et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI, Canada). Il est opéré par AWARD (ICRAF, Kenya) et la fondation Agropolis.

L'appel « Make Our Planet Great Again » initié par la France et rejoint par l'Allemagne, incite les chercheurs et enseignants du monde entier, mais aussi les ONGs et les citoyens, à s'impliquer directement dans le combat contre le dérèglement climatique et pour la protection de l'environnement. 32 chercheurs ont déjà été sélectionnés pour des études à long terme et 158 lauréats pour des projets de plus courte durée.



@oneplanetsummit
www.oneplanetsummit.fr